



PRÉFECTURE DE LA MARNE

**DIRECTION
DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES**

bureau de l'environnement
et du développement durable

3D / 3B MA

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
A l'encontre de la Société SERNAM à Reims**

**le préfet de la région Champagne-Ardenne
préfet du département de la Marne
officier de la Légion d'honneur**

**installations classées
n° 2008-MD-30-IC**

VU :

- le livre V, titre I du code de l'environnement, annexé à l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000,
- le décret d'application n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment les article 34-1, 34-2 et suivants,
- l'arrêté préfectoral n° 88.A.50.IC en date du 25 novembre 1988 autorisant la société Sernam à exploiter, au 2 rue de la 12^{ième} escadre d'aviation à Reims, des installations classées pour la protection de l'environnement,
- la déclaration de cessation partielle d'activité en date du 1^{er} octobre 2003 présentée par la société SERNAM,
- les rapports de l'inspection des installations classées du 16 février 2004 et du 28 septembre 2007,

CONSIDÉRANT que :

- la société SERNAM a mis à l'arrêt définitif l'ensemble des installations classées exploitées au 2 rue de la 12^{ième} escadre d'aviation à Reims,
- la société SERNAM n'a pas transmis de mémoire de cessation d'activité conformément aux articles 34-1 et 34-2 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié dans les délais impartis,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne,

ARRÊTE :

La société SERNAM, dont le siège social est situé à Reims, est mise en demeure de respecter les exigences des articles 512-74 et 512-75 du code de l'environnement suite à la mise à l'arrêt définitif de ses installations classées pour la protection de l'environnement situées 2 rue de la 12^{ème} escadre d'aviation à Reims

Article 1.

Les dispositions de l'article 1 ci-dessus sont applicables **dans un délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2.

Faute pour l'exploitant d'obtempérer, les mesures prévues aux articles L.514-1 et L.514-2, livre V, titre I du code de l'environnement pourront être mises en œuvre.

Article 4.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès de Mme la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, direction de la prévention et des risques, service de l'environnement industriel, bureau du contentieux, 20, avenue de Ségur - 75302 Paris cedex SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Article 5.

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Champagne Ardenne et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée pour information à la direction régionale et départementale de l'équipement, la direction régionale et départementale de l'agriculture et de la forêt, la direction régionale et départementale des affaires sanitaires et sociales, la direction du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection Civile, la direction régionale de l'environnement, la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à Mr. le maire de Reims qui en donnera communication au conseil municipal.

Notification en sera faite, à M. le directeur de la société SERNAM à Reims

Mr le maire de Reims procèdera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservé en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, pas ailleurs pourra en obtenir une ampliation sur demande adressée à la préfecture de la Marne.

L'affichage permanent des conditions particulières d'exploitation à l'intérieur de l'établissement devra être effectué par les soins de l'exploitant.

Châlons-en-Champagne, le 26 février 2008

Pour le préfet,
le sous-préfet de Reims,
secrétaire général par intérim,

signé

Jean-Jacques CARON